

conclusion en arrive-t-il? Que si les Etats-Unis ne changent pas leur manière de faire, il demande que sa démission soit acceptée, car l'existence au Langham ne lui permet pas de continuer plus longtemps à exercer les fonctions de ministre américain en Grande-Bretagne. Il parle, dans cette lettre de la vie d'un ambassadeur à Londres et, après avoir énuméré les nombreuses obligations auxquelles il est soumis, il écrit ce qui suit:

Ce n'est pas simplement pour suivre la mode que l'on agit ainsi. C'est une question de coutume, d'habitude. Je ne me suis jamais occupé de suivre la mode. Autrement dit, celui qui veut être ambassadeur américain à Londres doit agir comme cela, faute de quoi les gens considéreraient qu'il ne représente pas les Etats-Unis. Ce pourrait tout aussi bien être un simple commis chargé de porter des messages au secrétaire des affaires étrangères. D'un autre côté, il n'aurait aucune influence sur l'opinion publique—il ne pourrait pas être un personnage. Il ne pourrait pas connaître le peuple anglais, celui-ci ne le tiendrait pas en haute estime et il ne pourrait pas découvrir des choses comme celles que je vous ai quelquefois dévoilées dans mes lettres.

J'ai longuement réfléchi à tout cela. J'ai songé à faire fi de la plupart de ces considérations, à prendre une petite maison, dans une rue écartée, et à mener une existence en rapport avec mon salaire. La chose peut se faire et, aux yeux de celui qui demeure aux Etats-Unis, elle semble pratique. Mais elle n'est pratique que si l'on change complètement la raison d'être de la position et que l'on en omet les principales fonctions. Le gouvernement américain, hélas, est assez critiqué à l'heure qu'il est parce qu'il ne fournit pas une maison à son ambassadeur. On me l'a lancé chaque jour à la figure depuis que je suis ici. On nous en fait même reproche dans les cercles officiels. Le gouvernement anglais a ses propres locaux à Washington et son ambassadeur reçoit une certaine indemnité pour ses dépenses diverses. Il est triste de voir qu'en retour, notre gouvernement n'a pas ici une maison qui lui appartienne et qu'il traite notre ambassadeur par-dessous la jambe. Les gens n'approuvent pas cela. Tous les pays qui ont un ambassadeur ici (excepté la Turquie), ont une maison à eux ou une maison louée pour plusieurs années; ils l'ont bien meublée et ils accordent un certain montant pour les réceptions.

Voici maintenant le dernier paragraphe:

J'espère que vous ne m'en voudrez pas de vous raconter tout cela, cher monsieur le président. C'est évidemment une trop longue explication d'une situation regrettable. Je pense que la meilleure chose à faire est de me relever de fonctions que mes moyens ne me permettent pas de remplir, et de trouver un homme riche pour occuper ce poste; puisse ma démission aider, si cela peut se faire, à régler le problème diplomatique. C'est peut-être, après tout le meilleur service que je puisse rendre. J'avoue que j'en éprouve beaucoup de regret car je suis encore prêt, comme je l'ai toujours été depuis que j'ai fait mes premières armes, à travailler pour votre bien et à faire tout mon possible pour rehausser à l'étranger le prestige de notre peuple et de notre gouvernement. La première chose à faire pour y arriver est de fournir une

[Le très hon. Mackenzie King.]

maison à notre ambassadeur. Si je m'en vais parce que mes moyens ne me permettent pas de rester, et que mon successeur soit obligé de payer pour se loger, il fera ses débuts dans de bien mauvaises conditions. La situation n'est vraiment pas brillante.

Bien cordialement,

WALTER H. PAGE.

Quel a été le résultat de cette lettre et d'autres lettres analogues? Il en est résulté que le gouvernement américain a voté \$10,000,000 l'année dernière pour la construction d'édifices pour ses ministres et ses ambassadeurs à l'étranger, et cela en plus d'une forte somme qui avait été votée dans le même but quelques années auparavant. J'ai sous les yeux un volume qui contient les témoignages entendus à ce sujet par le comité des relations étrangères de la Chambre des représentants et j'en recommande la lecture aux honorables députés. Il montre que les Etats-Unis ont reconnu l'erreur qu'ils avaient commise en ne logeant pas convenablement leurs ambassadeurs et en confiant exclusivement ces postes à des hommes riches. Ce que nous voulons, nous, c'est que ces positions à l'étranger ne soient pas l'apanage de gens possédant une grosse fortune. Nous voulons qu'elles soient accessibles à quiconque possède l'habileté et le talent pour les remplir de façon à faire honneur à eux-mêmes et à leur pays natal. Pour y arriver, il faut que nous ayons de quoi meubler et aménager des édifices convenables pouvant servir de bureaux et de résidence. Mon honorable ami a parlé de Paris. Si j'ai bien compris, une partie des \$10,000,000 que les Etats-Unis ont votés servira à construire un édifice pour l'ambassade de cette ville. Je répète donc que, soit que nous en arrivions à la conclusion où en sont arrivés les Etats-Unis, soit que nous suivions, ce que je préfère, l'exemple de la Grande-Bretagne, nous ferons bien d'adopter la politique que l'expérience aura consacrée. Et puis-je déclarer bien clairement, ce que nous attribuons à notre ministre,—sous le rapport de traitement, de représentation, de résidence et de tout,—n'équivaudra pas au quart de ce que la Grande-Bretagne attribue à l'ambassadeur anglais. Après ces éclaircissements relativement à la dépense qui s'impose, les honorables députés jugeront sûrement avec raison que, quant à avoir une légation, c'est bien là le moins que nous puissions faire.

Un seul mot de plus, car je ne veux pas accaparer le temps du comité. A mon avis, notre pays a été particulièrement heureux en nommant l'honorable M. Massey, en qualité de ministre plénipotentiaire à Washington. La presse du Canada, celle des Etats-Unis et celle de la Grande-Bretagne sont unanimes à reconnaître qu'il est hautement qualifié pour